

CHEF DE PROJET BIODIVERSITE

- **Synonyme(s)** : chargé(e) d'études écologiques / chargé(e) de mission biodiversité / chef de projet écologie et biodiversité / chef de projet écologue / ingénieur(e) écologue
- **Famille(s) ROME** : Études et assistance technique
- **Discipline(s)** : aménagement du territoire / environnement / écologie / protection des espaces naturels
- **Centre(s) d'intérêt** : me déplacer souvent / coordonner l'activité d'une équipe / préserver l'environnement / convaincre, négocier
- **GFE** : GFE enseignement sciences humaines domaines scientifiques droit
- **Secteur(s) d'activités** : secteur sylviculture et exploitation forestière / secteur bâtiment travaux publics / secteur environnement / secteur sociétés d'ingénierie et d'études techniques
- **Statut(s)** : salarié

Accroche

Le chef de projet biodiversité cherche à minimiser l'impact négatif de l'activité humaine sur le milieu naturel lors d'un projet d'aménagement. Il veille à préserver la faune et la flore, et à compenser ce qui est détruit.

Synthèse

Le chef de projet biodiversité propose des solutions pour minimiser l'impact négatif de l'activité humaine sur le milieu naturel, au sein d'un projet d'aménagement (lors de la construction d'une autoroute, par exemple). Pour cela, il réalise une étude d'impact, puis établit un plan d'actions à mener. Cela demande une expertise de naturaliste, une aptitude à la concertation et une vraie passion pour la nature. Il fait de nombreux déplacements, et partage son temps entre le bureau et le terrain.

Nature du travail

Encadrer les études de terrain

Chaque année, des dizaines de milliers d'hectares naturels disparaissent. Or la préservation de la diversité du vivant est devenue un enjeu. La première mission du chef de projet biodiversité consiste donc à effectuer et superviser un diagnostic écologique du site en voie d'aménagement (futurs autoroutes, zone industrielle, projet immobilier, etc.). De nombreux spécialistes (botaniste, entomologiste, ornithologiste...) réalisent des études sur les différentes espèces végétales ou animales présentes sur site. Ils font des relevés, établissent des inventaires et fournissent des données cartographiques que le chef de projet biodiversité synthétise.

Protéger et/ou recréer des écosystèmes

Il propose ensuite des solutions pour réduire les impacts environnementaux du projet. Il identifie les actions à mener : faire une fauche à telle période de l'année pour protéger un papillon, conserver des buissons parce qu'un oiseau y habite, protéger une zone de l'accès au public pour empêcher son piétinement... Il peut modifier le tracé d'une bretelle d'autoroute, concevoir des talus routiers qui permettent aux animaux de traverser... Enfin, il met en place des mesures compensatoires : lorsqu'une prairie disparaît, il reconstitue le même écosystème ailleurs.

Conditions de travail

De nombreux déplacements

Le chef de projet biodiversité effectue de nombreux déplacements : il partage son temps entre le bureau et le terrain. Il se déplace pour animer des réunions avec ses partenaires ou au sein de l'entreprise cliente qui a sollicité ses conseils. Il rencontre aussi des élus locaux, des associations, des décideurs institutionnels... Il se rend aussi sur les sites d'aménagement, où se concrétisent ses projets d'action de préservation.

Cependant, il exerce aussi un travail de bureau, devant son ordinateur. Il utilise des logiciels spécialisés pendant la phase d'analyse de l'étude d'impact et rédige de nombreux rapports, avant d'établir un plan de gestion du milieu naturel.

À la tête d'une équipe

Le chef de projet biodiversité ne travaille pas seul. Il est avant tout un coordinateur. Il doit organiser le fonctionnement d'une équipe souvent pluridisciplinaire. À lui de coordonner le suivi environnemental des travaux le plus efficacement possible. Il en réfère ensuite au client pour débattre des mesures à prendre.

Vie professionnelle

Des employeurs divers

Le chef de projet biodiversité travaille principalement dans le privé, en cabinet d'ingénierie ou dans un bureau d'études spécialisé en environnement. Mais il peut aussi travailler dans l'industrie (carrières, centres d'enfouissement techniques, sociétés autoroutières, entreprises du BTP...) ou dans le secteur public : parcs naturels, collectivités territoriales, organismes de recherche, ministères (Développement durable, Agriculture), services de l'État (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement...), établissements publics (ONF-Office national des forêts...). De plus, la réglementation européenne s'est durcie en matière de protection de la nature ; par conséquent, de plus en plus d'entreprises emploient un spécialiste biodiversité.

Une évolution vers la direction

Les chefs de projet jeunes diplômés sont rares. On commence souvent comme chargé d'études, puis on devient chargé de mission avant d'être promu chef de projet. Avec l'expérience, l'ingénieur écologue peut briguer des postes de directeur de bureau d'études, de responsable de service au sein d'un organisme public ou d'un grand groupe, ou encore devenir expert indépendant.

Rémunération

Salaire du débutant

1660 à 2500 euros brut par mois.

Source : Apec, 2012 ; AFIE, 2012.

Varie en fonction du lieu d'exercice. Les rémunérations dans les entreprises du privé sont supérieures à celles du secteur public. En revanche, le salaire associatif (privé) est inférieur à celui d'un ministère (public).

Compétences

Des connaissances multiples

Le chef de projet biodiversité dispose d'une expertise dans le domaine de l'écologie, de la botanique et de la faune. Une double compétence en droit, géographie ou économie lui est utile. Il connaît les réglementations environnementales, pratique l'anglais scientifique, et sait utiliser des outils informatiques et cartographiques spécifiques (MapInfo). Autonome, organisé et rigoureux, il sait aussi rédiger des rapports d'analyse.

Une aptitude à la concertation

Il sait piloter un projet et animer des réunions de concertation ou des réunions publiques. Lorsqu'il définit des orientations pour préserver au mieux la richesse naturelle d'un site, il collabore avec les futurs gestionnaires du lieu. Il est donc amené à rencontrer des publics très divers : élus, responsables d'associations, fonctionnaires de services de l'État... et doit adapter son discours à chacun d'entre eux.

Une passion pour la nature

On ne choisit pas ce métier par hasard. Le chef de projet biodiversité est souvent un passionné de la nature, qui a acquis une véritable culture de naturaliste tout au long de ses années de formation (dans le cadre d'associations, notamment). Il possède une grande force de conviction.

Sources et ressources

Adresses utiles

Association française des ingénieurs écologues, Afie

Site IDDR - Université catholique de Lille, 60 bd Vauban, 59016, Lille Cedex , 03 59 31 50 63, www.afie.net

CONSEILLER(ERE) EN ENVIRONNEMENT

- **Synonyme(s)** : écoconseiller(ère)
- **Métier(s) associé(s)** : animateur(trice) du patrimoine naturel / animateur(trice) nature en zone rurale et urbaine / chargé(e) de mission environnement / chargé(e) de mission patrimoine naturel / éco-éducateur(trice) / ingénieur(e) écologue / ingénieur(e) territorial(e) (services techniques-environnement)
- **Famille(s) ROME** : Études et assistance technique
- **Discipline(s)** : aménagement du territoire / aménagement hydraulique / conseil communication en environnement / protection des espaces naturels / lutte contre le bruit / prévention de la pollution atmosphérique / traitement de l'eau / traitement des déchets / épuration des eaux usées
- **Centre(s) d'intérêt** : me déplacer souvent / aider, conseiller / préserver l'environnement / convaincre, négocier
- **Fonction(s)** : fonction conseil, audit, expertise / fonction qualité / fonction conduite de projet
- **GFE** : GFE nettoyage assainissement environnement sécurité / conseiller en environnement
- **Secteur(s) d'activités** : secteur fonction publique / secteur agriculture / secteur industrie / secteur sociétés d'ingénierie et d'études techniques / secteur environnement
- **Statut(s)** : fonctionnaire / salarié

Accroche

Les missions du conseiller en environnement sont entièrement tournées vers l'amélioration du cadre de vie et le développement durable : gestion de nouveaux sites industriels, assainissement des rivières, protection des arbres...

Synthèse

Le conseiller en environnement sensibilise, informe et conseille les acteurs de l'aménagement du territoire, qu'ils soient publics et privés : aide à la décision, mise en place de projets et évaluation... Très souvent employé par les collectivités territoriales (mairies, régions...), les bureaux d'études, les entreprises ou les chambres de commerce et d'industrie, le conseiller est un professionnel complet, possédant des compétences juridiques, techniques et scientifiques ainsi que de grandes qualités de communication.

Nature du travail

Expert

Le conseiller en environnement est consulté sur les sujets liés à la protection de la nature, à l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie. Par exemple, le recyclage des déchets, la qualité de l'air et de l'eau, la réduction des nuisances sonores, l'habitat, les transports, les espaces naturels...

Innovateur

Médiateur entre les décideurs publics et privés de l'aménagement du territoire, il envisage les projets d'un point de vue scientifique, technique et juridique. Son but ? Proposer une réponse innovante, réaliste et respectueuse de l'environnement.

Coordinateur

Après avoir recueilli l'avis des divers partenaires (experts, usagers, élus locaux...), le conseiller analyse et retient les projets les plus cohérents. Puis il recherche les financements nécessaires, coordonne les actions et informe les décideurs. Selon son poste, le conseiller en environnement privilégiera une approche globale des projets. Ou se spécialisera dans un domaine particulier (déchets industriels, usure de sols, par exemple).

Conditions de travail

Employeurs publics et privés

Les collectivités territoriales, les cabinets d'études et les structures spécialisées comme l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) recrutent traditionnellement des conseillers en environnement. Cependant, depuis que la question de l'environnement est devenue une préoccupation majeure de notre société, la réglementation dans ce domaine a évolué et le champ des employeurs s'est élargi. Les chambres de commerce et d'industrie, les chambres d'agriculture et les entreprises font désormais, elles aussi, appel aux compétences de ces professionnels.

Au bureau ou sur le terrain

En fonction des projets qu'il gère, le conseiller en environnement peut partager son temps entre son bureau et le terrain. C'est-à-dire rencontrer des élus locaux, des chefs d'entreprise, des associations... se rendre sur les sites où se concrétiseront les projets. Son environnement de travail peut comporter des nuisances telles que le bruit, la poussière, les odeurs ainsi que des conditions climatiques variables (température, humidité, intempéries...). Il peut être amené à manipuler des produits chimiques et toxiques qui demandent le respect de consignes de sécurité et un parfait maniement du matériel de protection individuelle.

Vie professionnelle

Peu de créations d'emplois

Malgré la présence de plus en plus importante, dans les réglementations, des questions liées à la préservation et au respect de l'environnement, les créations de postes de conseiller en environnement restent limitées. Néanmoins, les perspectives semblent prometteuses.

De plus en plus en entreprise

La profession devrait se développer et peut-être même éclater en deux ou trois métiers bien distincts. Les premiers emplois étaient concentrés dans les collectivités. Depuis, les postes dans le secteur de l'entreprise ont commencé à se développer et ont augmenté plus rapidement que ceux en collectivité.

Les déchets recrutent

Aujourd'hui, c'est le secteur du traitement des déchets qui offre le plus de débouchés. À noter : certains professionnels cumulent des emplois à temps partiel dans plusieurs petites et moyennes entreprises (PME), lesquelles ne peuvent pas toujours s'offrir leurs services à plein temps. Mais les conseillers peuvent aussi obtenir des contrats de travail avec les collectivités territoriales ou en bureau d'études.

Rémunération

Salaire du débutant

De 1600 à 2000 euros brut mensuel (dans le public, en fonction de la taille de la municipalité).

Dans le privé, le salaire varie considérablement selon la structure employeuse et la formation.

Compétences

Diplomate et convaincant

D'une bonne culture générale en environnement, le conseiller maîtrise des compétences techniques (enjeux du secteur, gestion administrative et financière...) et scientifiques. Ces dernières lui permettent de mener des analyses de site et des études de conservation de la nature. Mais il doit également être doté d'une bonne capacité d'adaptation, d'un sens de la communication et d'une force de persuasion développés. La diplomatie est son atout le plus sérieux. Sa disponibilité et sa mobilité lui permettent de se forger une excellente connaissance du terrain et des acteurs locaux.

Autonome et curieux

Le conseiller sait analyser et synthétiser des informations nombreuses et parfois complexes, avant de les vulgariser. Pour évaluer l'impact des différents projets d'aménagement, il peut procéder à des ajustements par rapport à des nouvelles techniques et de nouvelles réglementations, dont il prend connaissance régulièrement. Organisé et efficace, il peut mener plusieurs projets de front.

Sources et ressources

Publications Onisep

Les métiers de l'environnement, Parcours, 2011, Onisep

Adresses utiles

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME, 27, rue Louis Vicat, 75737, Paris Cedex 15, 01 47 65 20 00, www.ademe.fr

Ecoconseil, 7, rue Goethe, 67000, Strasbourg, 03 88 60 16 19, www.ecoconseil.org

Association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement, AFITE, 22, rue de Dunkerque, 75010, Paris, 01 40 23 04 50, www.afite.org

Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement, FNADE, 33, rue de Naples, 75008, Paris, 01 53 04 32 90, www.fnade.org

Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS, Parc Technologique ALATA, rue Jacques Taffanel, BP 2, 60550, Verneuil-en-Halatte, 03 44 55 66 77, www.ineris.fr

Témoignages

Raphaël, conseiller en environnement et développement durable à la chambre de commerce et d'industrie de Seine-Saint-Denis (93)

Évaluer les enjeux

J'ai plusieurs casquettes au quotidien. Je réalise des diagnostics environnement pour tous types d'entreprises. Ce service étant devenu payant, cela implique de la prospection et une approche commerciale dans un premier temps, puis un état des lieux des enjeux environnementaux de l'entreprise. Par ailleurs, j'accompagne les dirigeants dans la mise en place de systèmes de management environnemental. J'audite pour la marque sectorielle Imprim'Vert, la marque nationale dédiée aux imprimeurs qui doivent respecter un cahier des charges sur la gestion des déchets dangereux. J'organise des réunions thématiques, par exemple sur le bilan carbone. Le plus difficile est de comprendre les enjeux des entreprises très rapidement. Nous avons affaire aussi bien à des industriels qu'à des commerçants ou encore à des entreprises tertiaires sur des thématiques diverses et variées (le sol, l'eau..).

DEVELOPPEUR(EUSE) RURAL(E) HUMANITAIRE

- **Famille(s) ROME** : Développement territorial et emploi
- **Discipline(s)** : agronomie / médecine vétérinaire / économie sociale / développement agricole
- **Centre(s) d'intérêt** : me déplacer souvent / aider, conseiller / pratiquer les langues vivantes / travailler à l'étranger
- **Fonction(s)** : fonction conseil, audit, expertise
- **GFE** : GFE médical paramédical travail social soins personnels / développeur rural humanitaire
- **Secteur(s) d'activités** : secteur social
- **Statut(s)** : salarié / contrat de volontariat

Accroche

Le développeur rural humanitaire conseille les populations vulnérables dans les pays en développement. Son objectif : les conduire vers l'autosuffisance alimentaire dans une perspective de développement durable.

Synthèse

Le développeur rural humanitaire développe des projets de développement humanitaire pour conduire les populations bénéficiaires vers l'autosuffisance alimentaire dans une perspective durable. Pour cela, il dispose de plusieurs moyens d'action. Il améliore les pratiques agricoles, monte des coopératives agricoles et les aide à trouver des marchés locaux. Ses employeurs sont les ONG (organisations non gouvernementales).

Nature du travail

Relancer l'économie

Après une catastrophe ou un conflit, l'économie d'une région ou d'un pays est endommagée ou anéantie. Les ONG (organisations non gouvernementales) mettent alors en oeuvre des programmes d'urgence et de développement. En fonction de sa spécialité de base, le développeur rural humanitaire étudie l'impact des projets à long terme pour relancer la production et la commercialisation.

Conseil agricole

Le développeur rural humanitaire établit un diagnostic détaillé de la situation : besoins des populations, productions, marchés... Il élabore ensuite une stratégie de développement. Selon le contexte, il applique différents moyens : programmes d'introduction et de multiplication de semences, développement de parcelles maraîchères, création de poulaillers collectifs ou de petits élevages, installation de fermes de pisciculture, amélioration de l'irrigation, etc.

Développement durable

Conduire les populations vers l'autosuffisance alimentaire ne suffit pas. Le développeur rural doit pérenniser l'action en créant des coopératives communautaires, en développant des marchés locaux et des micro-financements... Cela passe également par la formation de cultivateurs et d'éleveurs locaux.

Conditions de travail

Sur le terrain

Le développeur rural humanitaire travaille souvent loin de chez lui comme expatrié pour le compte d'une ONG (organisation non gouvernementale), dans un pays où celle-ci assure un programme de post-urgence (après un tsunami ou un tremblement de terre, par exemple) ou de développement. Il est affecté dans une région et est appelé à se déplacer sur différents sites, parfois reculés. Il passe de nombreuses heures sur le terrain et parcourt beaucoup de kilomètres. Il travaille principalement au contact des villageois et des autorités locales, notamment dans le cadre de formations, et collabore parfois avec d'autres expatriés, sur des projets précis.

Volontariat fréquent

Les recrutements se font souvent sous statut de volontaire de la solidarité internationale. Le développeur rural humanitaire bénéficie d'une prise en charge du transport, de l'hébergement et des frais de vie sur place, de la couverture sociale et d'une indemnité mensuelle. Certaines ONG (comme Acted et Première Urgence) offrent des postes salariés.

Vie professionnelle

Expérience recommandée

Le développeur rural humanitaire doit avoir une expérience professionnelle significative. Les ONG (organisations non gouvernementales) qui assurent des programmes de développement rural recrutent des responsables techniques et des experts en agronomie, des vétérinaires, des spécialistes en économie sociale ou en développement, tous expérimentés. Le développement rural représente 5 % des volontaires en mission. Certaines organisations, comme Première Urgence, Acted, ACF (Action contre la faim), l'Association française des volontaires du progrès ou Agronomes et Vétérinaires sans frontières ont une forte implication dans ce domaine.

Retour en France possible

Les missions durent entre 6 et 12 mois et sont parfois renouvelables. Avec l'expérience, les humanitaires qui ont déjà à leur actif plusieurs missions peuvent évoluer vers des postes de coordination de programmes. Ceux qui souhaitent quitter l'action humanitaire peuvent reprendre une activité en France en tant que conseiller agricole, développeur rural, vétérinaire...

Rémunération

Salaire du débutant

Très variable, la rémunération est fonction du niveau de qualification, de responsabilité et est basée sur la grille salariale de l'association.

Compétences

Être pédagogue

Une expérience de la gestion de projet auprès de producteurs est nécessaire pour ce spécialiste de l'agro-économie. Doté d'une forte capacité d'écoute et de diplomatie, le développeur rural humanitaire doit comprendre les besoins et les attentes des bénéficiaires du programme et des autorités locales. Comprendre la culture du pays d'accueil implique de s'informer sur ses coutumes et sa hiérarchie sociale.

Savoir gérer son temps et son budget

Devant assurer une mission de conseil et d'appui technique, le développeur rural choisit les bénéficiaires du programme, rédige les fiches de suivi et d'évaluation. Ce gestionnaire de projet veille également au respect des objectifs et des délais, et gère le budget affecté à son activité.

Savoir s'adapter

Participer à une mission dans une zone reculée d'Afrique ou d'Asie exige une bonne dose d'adaptabilité et de résistance au stress. Il faut s'acclimater à la vie en équipe, en milieu isolé. Et ne jamais hésiter à mettre le pied à la bêche ou à descendre dans un puits quand cela s'avère nécessaire. Le développeur rural humanitaire doit être organisé et rigoureux, et avoir une bonne capacité d'analyse.

Sources et ressources

Publications Onisep

Les métiers de l'humanitaire, Parcours, 2012, Onisep